



Intersyndicale Arrageoise : FSU - Solidaires – CGT
Dans l'Arrageois, Combattons la politique qui donne plus aux riches,
Défendons nos intérêts, ceux du plus grand nombre !

Quel que soit le domaine concerné (droit du travail, protection sociale, services publics, fiscalité ... etc), l'objectif du gouvernement est clair : affaiblir toutes les résistances pour abandonner la société dans son ensemble aux mécanismes du marché, créateurs d'injustice. Ce projet politique ne sert que les intérêts d'une minorité.

Dans l'Arrageois, comme dans le Nord/Pas-de-Calais, quels services publics demain ? Hôpital/santé : 8,4% de déficit d'emplois dans la fonction publique hospitalière alors que la région connaît en moyenne 30% de pathologies en plus qu'au niveau national).

Ecole/Education : 5000 suppressions de postes dans l'académie de Lille en 10 ans. Dans l'Arrageois, les écoles, collèges, lycées et lycées professionnels sont aussi touchés (voir verso). Sans oublier l'université d'Artois où les étudiants ont montré avec détermination leur refus d'une loi votée à la sauvette l'été dernier.

Administration : l'emploi public dans la région, c'est 63,5 agents pour 1000 habitants (10% de moins que le taux national). Cela va aller en empirant avec la multiplication des « externalisations » (privatisations) de nombreux services (transport, cantine, espaces verts, signalisation routière...). La fusion de certains services peut aussi susciter de sérieuses inquiétudes : par exemple, quel accompagnement des chômeurs avec la fusion ANPE/ASSEDIC ?

Dans l'Arrageois, comme dans le Nord/Pas-de-Calais la question du pouvoir d'achat est criante. Salariés du privé et du public, retraités, chômeurs, étudiants sont directement touchés avec en particulier des coûts très élevés pour le logement.

Continuer ensemble, dans l'unité
pour combattre les régressions sociales !

Les journées d'actions nationales du jeudi 18 octobre et du mardi 20 novembre ont été des succès aussi bien au plan national qu'au plan local. A Arras, ces rendez-vous de mobilisations préparés dans un souci d'unité de lutte ont donné lieu à des distributions massives de tracts et à deux manifestations importantes. Le 20 novembre a ainsi été une véritable réussite dans l'Arrageois (2500 manifestants à Arras, des taux de grévistes très importants) comme dans le reste du pays avec plus de 700 000 manifestants.



TOUS EN GRÈVE LE 24 JANVIER 2008

RASSEMBLEMENT à 10h Place de la GARE à ARRAS

Luttons pour une autre politique de l'emploi, pour nos salaires, notre pouvoir d'achat, un logement décent, des services publics de proximité et de qualité.

Contacts / FSU : 03-21-51-72-26 / Solidaires Sud : 03-21-50-36-68 / CGT : 03-21-71-06-14

22 000 emplois en moins dans les services publics, ce sont des postes d'infirmières, d'enseignants, de postiers, de personnels des mairies, perceptions...qui disparaissent et autant de services qui ne seront plus assurés pour la population notamment celle fragilisée par la politique libérale du gouvernement.

L'éducation dans l'académie de Lille est la plus touchée avec 777 postes supprimés à la rentrée 2008 !

Cela signifie :

- ▶ les enfants de 2 ans non scolarisés
- ▶ des classes sans professeur car le nombre de remplaçants est déjà plus qu'insuffisant
- ▶ des classes surchargées
- ▶ les élèves en difficultés scolaires sacrifiés
- ▶ des enseignements qui disparaissent
- ▶ une année de formation en moins pour ¼ des élèves de Bac professionnel

Cela signifie : un tri sélectif des élèves et la fin de la réussite scolaire pour tous.

C'est inadmissible !

Tous ensemble, refusons la casse des services publics ! Tous en grève et manif le 24 janvier

Argent public :

l'Arrageois un exemple parmi tant d'autres

Chacun a pu constater que ses impôts : locaux, fonciers, taxes diverses...ne font qu'augmenter.

Une grosse partie de cet argent est donné aux soi-disant créateurs d'emplois des nouvelles zones industrielles qui entourent Arras, notamment par nos élus locaux et M. Vanlerenberghe,

En 15 ans, ce sont 66 millions d'euro (source CUA) qui ont été donnés aux patrons pour soi-disant créer des emplois. Quels emplois ? 66 millions pour 2050 salariés payés au SMIC, travaillant par poste, 7/7 jours, la nuit...La plus part des 2050 sont en fait des salariés délocalisés de Seclin, de Boulogne, de Valenciennes et même d'Arras. Le choix a été de déplacer les usines à l'extérieur de la ville afin de favoriser le tourisme et le commerce.

On peut le comprendre, sauf que les 66 millions ne profitent qu'aux seuls patrons : accès, voiries, bâtiments...à des tarifs défiants toute concurrence.

Le hic ce sont les salariés pour qui rien n'a été prévu : lignes de bus, crèches, restaurations d'entreprises, antenne sociale...et aucun local pour permettre aux travailleurs de s'organiser collectivement.

Les choix sont clairs : l'argent pour les patrons, la galère pour les ouvriers. Au travers de la presse locale, il est facile d'embellir une situation qui est loin d'être celle vécue par les salariés. Contre le mensonge, le chômage, la précarité, les bas salaires, la pénibilité...organisons nous syndicalement !

Recherche et universités abandonnées par l'Etat :

Voilà la vérité sur la loi LRU d'Autonomie des Universités !

- les formations et la recherche désormais soumises aux intérêts économiques privés par le biais du financement des fondations.

- les inégalités entre « petites » et « grandes » universités qui vont se creuser : Arras est-elle condamnée à n'avoir qu'une université de seconde zone ?

- le CNRS et les grands organismes de recherche attaqués par le biais du financement sur projets à court terme, alors que la recherche exige par définition du temps !

Alors que l'Université française est extrêmement pauvre et que beaucoup d'étudiants vivent dans des conditions très difficiles, le gouvernement brade l'enseignement supérieur.

Cela est INADMISSIBLE

66 millions d'euro pour Arras !

Combien pour Lens, Douai, Cambrai, Calais, Lille, Valenciennes... ?

Sûrement plusieurs milliards qui viennent s'ajouter aux 200 milliards donnés au patronat au titre des exonérations de cotisations sociales depuis.....1992 !



Signatures de la pétition contre la franchise médicale : plusieurs centaines de signatures ce samedi matin sur le marché d'Arras.

**ENSEMBLE mobilisons nous
contre le recul social**